



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

PROCÈS-VERBAL N° 78

DEUXIÈME SESSION, TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE

PRIÈRE

TREIZE HEURES TRENTE

Présentation et lecture de pétitions :

M^{me} ROWAT — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que le ministre de l'Infrastructure et des Transports envisage de paver la partie de la chaussée non revêtue de la route provinciale n° 340 située au sud de la base des Forces canadiennes de Shilo en direction de Wawanesa. (H. Heinrichs, R. Street, D. Davis et autres)

M. DYCK — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre de la Santé envisage fortement d'accorder la priorité au financement et à la dotation en personnel d'un établissement de soins de longue durée de 100 lits afin que les clients ne soient pas exposés à des conditions dangereuses et que les lits du Centre de santé Boundary Trails demeurent disponibles pour les patients nécessitant des soins actifs plutôt que pour les clients en attente d'hébergement. (L. Lovatt, B. Duff, J. Motheral et autres)

M. CULLEN — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que le ministre de l'Infrastructure et des Transports envisage de paver la partie de la chaussée non revêtue de la route provinciale n° 340 située au sud de la base des Forces canadiennes de Shilo en direction de Wawanesa. (D. Fleming, J. Cullen, T. Dubyts et autres)

M. BOROTSIK — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que le ministre de l'Éducation, de la Citoyenneté et de la Jeunesse envisage de cesser de financer l'éducation au moyen de taxes scolaires et d'impôts destinés à l'enseignement prélevés à l'égard de toutes les propriétés au Manitoba et qu'il envisage de trouver une source de financement plus équitable, telle que les revenus généraux, en conformité avec l'obligation constitutionnelle de la province du Manitoba de financer l'éducation. (D. Werner, N. Peterso, G. Lawson et autres)

M. BRIESE — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin d'exhorter le gouvernement provincial à envisager de mettre en œuvre une stratégie complète de rétablissement visant à faire face aux conséquences immédiates et à long terme de l'humidité extrême et des inondations qui ont prévalu cette année, d'employer divers types de programmes afin d'aider les producteurs à se remettre de cette catastrophe, y compris les programmes ponctuels et d'urgence de même que l'amélioration du régime d'assurance-récolte et de remédier aux lacunes liées au drainage et aux permis de drainage. (E. Rempel, T. Zolan, I. Zaeluski et autres)

M. LAMOUREUX — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que le premier ministre envisage de reconnaître le rôle important que peuvent jouer les bureaux de service de police communautaire pour rendre nos collectivités plus sécuritaires. (T. Reyes, M. Reyes, E. Reyes et autres)

M. le *ministre* MACKINTOSH dépose :

le rapport annuel du ministère des Services à la famille et du Logement pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2008;

(Document parlementaire n^o 95)

le rapport annuel du Bureau des personnes handicapées pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2008;

(Document parlementaire n^o 96)

le rapport annuel de la Commission d'appel des services sociaux pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2008.

(Document parlementaire n^o 97)

M. le *ministre* SELINGER dépose le rapport annuel du ministère des Finances pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2008.

(Document parlementaire n^o 98)

M^{me} la *ministre* WOWCHUK dépose :

le rapport annuel du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Initiatives rurales pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2008;

(Document parlementaire n^o 99)

le rapport annuel de la Société des services agricoles du Manitoba pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2008.

(Document parlementaire n^o 100)

Pendant la période des questions orales, le président intervient et demande à la députée de Minnedosa, qui a utilisé les termes « this arrogant minister », de se rétracter.

M^{me} ROWAT se rétracte.

Conformément au paragraphe 26(1) du *Règlement*, M^{me} TAILLIEU, M. CALDWELL, M^{mes} ROWAT et BLADY ainsi que M. GERRARD font des déclarations de député.

Il est donné lecture du point de l'ordre du jour prévoyant l'examen de la version amendée du projet de loi 47 — *Loi sur la Société CentrePort Canada/The CentrePort Canada Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

M. GERRARD propose que le projet de loi 47 soit amendé dans l'article 8 par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

e) les personnes qui, selon le cas :

(i) possèdent des biens-fonds situés dans la zone intermodale,

(ii) sont des associés au sein d'une société en nom collectif possédant de tels biens-fonds,

(iii) sont titulaires d'au moins 5 % de l'ensemble des actions en circulation d'une personne morale possédant de tels biens-fonds.

Il s'élève un débat.

M. GERRARD, M. le *ministre* LEMIEUX et M. LAMOUREUX interviennent. La motion, mise aux voix, est rejetée à la majorité.

M. le *ministre* CHOMIAK propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption de la version amendée du projet de loi 47 — *Loi sur la Société CentrePort Canada/The CentrePort Canada Act* — dont a fait rapport le comité permanent du développement social et économique.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* CHOMIAK ainsi que MM. EICHLER, BOROTSIK, DERKACH, GERRARD et MCFADYEN interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* ROBINSON voulant que soit approuvé, lu une troisième fois et adopté le projet de loi 31 — *Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée/The Freedom of Information and Protection of Privacy Amendment Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique et qui a été amendé par la suite.

Le débat se poursuit.

M^{me} ROWAT, M. le *ministre* ROBINSON, M. LAMOUREUX, M^{me} DRIEDGER et M. GERRARD interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée à la majorité.

POUR

ALLAN
ASHTON
BLADY
BJORNSON
BRAUN
BRICK
CALDWELL
CHOMIAK
DEWAR
DOER
GERRARD
HOWARD
IRVIN-ROSS
JENNISSEN
JHA
KORZENIOWSKI
LAMOUREUX

LEMIEUX
MACKINTOSH
MARCELINO
MARTINDALE
MCGIFFORD
MELNICK
NEVAKSHONOFF
OSWALD
REID
ROBINSON
RONDEAU
SARAN
SELBY
SELINGER
STRUTHERS
SWAN
WOWCHUK..... 34

CONTRE

BOROTSIK
BRIESE
CULLEN
DRIEDGER
DYCK
EICHLER
FAURSCHOU

GOERTZEN
HAWRANIK
MCFADYEN
MITCHELSON
PEDERSEN
ROWAT
TAILLIEU..... 14

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* ASHTON voulant que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 46 — *Loi sur le financement fiscal de la revitalisation urbaine/The Community Revitalization Tax Increment Financing Act.*

Le débat se poursuit.

Mercredi 1^{er} octobre 2008

L'Assemblée refuse le droit de parole à M. MAGUIRE pour la reprise du débat. M. MCFADYEN exerce son droit de parole jusqu'à 17 heures et le conserve pour la reprise du débat.

La séance est levée à 17 heures, et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 10 heures.

Le président,

George Hicke